

Convention collective

IDCC : 9131. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES ET COOPÉRATIVES
D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE
(BOUCHES-DU-RHÔNE)
(12 février 1986)**

(Etendue par arrêté du 16 mai 1986,
Journal officiel du 29 mai 1986)

AVENANT N° 38 DU 6 OCTOBRE 2009

NOR : *AGRS0997197M*
IDCC : 9131

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des Bouches-du-Rhône ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole des Bouches-du-Rhône,

D'une part, et

L'UD des syndicats FGA CFDT des Bouches-du-Rhône ;

L'UD des syndicats FGTA CGT-FO des Bouches-du-Rhône ;

L'UD des syndicats CFTE-Agri des Bouches-du-Rhône ;

L'UD des syndicats SNCEA CFE-CGC des Bouches-du-Rhône,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Afin d'assurer une cohérence avec la conclusion de l'accord du 6 octobre 2009 instituant un régime de prévoyance pour les salariés agricoles non cadres des Bouches-du-Rhône, les organisations signataires conviennent de modifier l'article 31 de la convention collective de travail des exploitations agricoles (Personnel d'exécution) et des coopératives d'utilisation de matériels agricoles du département des Bouches-du-Rhône du 12 février 1986.

Article 1^{er}

Le titre de l'article 31 est modifié comme suit : « Garantie de rémunération en cas de maladie ou d'accident ».

Article 2

Le B « Champs d'application » est modifié comme suit :

1. Dans le deuxième alinéa, les mots « 2 ans » sont remplacés par les mots « 1 an », la phrase devenant « aux salariés relevant de la mensualisation et justifiant de 1 an d'ancienneté sur la même exploitation ».

2. Le paragraphe *a* « Garantie de rémunération en cas de maladie ou d'accident » est supprimé.

3. Le point 3 intitulé « Durée de la garantie » est modifié comme suit :

« Ces durées sont prolongées de 10 jours par périodes entières de 5 ans d'ancienneté en plus de la durée de 1 an requise pour bénéficier de la garantie, dans la limite de 90 jours.

Chacune de ces durées d'indemnisation sera donc portée à :

- 30 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 1 et 6 ans ;
- 40 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 6 et 11 ans ;
- 50 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 11 et 16 ans ;
- 60 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 16 et 21 ans ;
- 70 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 21 et 26 ans ;
- 80 jours pour les salariés ayant une ancienneté dans l'entreprise comprise entre 26 et 31 ans ;
- 90 jours pour les salariés ayant plus de 31 ans d'ancienneté. »

4. L'intégralité des paragraphes *b* et *c* intitulés « Décès et IPA » et « Allocation obsèques » sont supprimés.

Article 3

Le *a* « Cotisation » du C « Cotisation et organisme gestionnaire et assureur » est modifié comme suit :

« La garantie de ressources est intégralement financée par les employeurs. La cotisation patronale est fixée à 0,36 % du salaire brut des salariés compris dans le champ d'application de la convention collective. »

Article 4

Le E « Réexamen de la mutualisation des risques et modalités de poursuite de la garantie de ressources en cas de changement d'assureur » est modifié comme suit : le paragraphe *b* est supprimé.

Article 5

Entrée en vigueur et extension

Le présent avenant, dont les signataires demandent l'extension, prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2010.

Fait à Saint-Rémy-de-Provence, le 6 octobre 2009.

(Suivent les signatures.)